



Multinationales. Une histoire du monde contemporain

Olivier Petitjean et Ivan du Roy (dir.)

Paris, la Découverte, 2025, 864 pages

Plus qu'une histoire des entreprises multinationales, c'est une histoire économique par les multinationales que nous proposent Olivier Petitjean et Ivan du Roy. En rassemblant les contributions d'une cinquantaine de chercheurs et journalistes, le livre multiplie les points de vue et offre une vision critique élargie des enjeux entourant ces multinationales. La perspective historique, courant de 1851 à 2025, met en lumière non seulement l'essor progressif de ces entreprises particulières mais aussi la permanence de certains enjeux qui leur sont associés au travers des époques.

Le livre alterne, en 140 dates, de courts chapitres sur l'histoire de certaines multinationales et des développements plus longs sur certaines d'entre elles ou des événements importants pour leur développement, ou auxquels elles ont contribué. On y retrouve un mélange habile d'entreprises emblématiques (Coca Cola, McDonald's ou autre Toyota) et d'autres moins connues, telle Olam, multinationale de l'agrobusiness originaire du Nigeria spécialisée dans les fèves de cacao, l'huile de palme, les noix de cajou ou le coton.

Résumer un tel ouvrage serait difficile. Le découpage temporel choisi par les auteurs, en cinq grandes périodes, en donne cependant un aperçu. Le livre commence par la période de 1850 à 1900, marquée par la mondialisation du capital et l'expansion coloniale. Les différents chapitres décrivent comment les premières multinationales – à commencer par la première d'entre elles Singer – ont émergé, d'abord sur leurs marchés nationaux puis très progressivement à l'étranger. La deuxième partie couvre la période de 1901 à 1945, caractérisée par la société industrielle et ses crises. Les auteurs examinent comment les multinationales ont dû s'adapter à un environnement marqué par les guerres mondiales, la Grande Dépression et l'émergence de nouveaux marchés. La troisième partie, de 1946 à 1979, explore l'ordre américain et les premières tentatives de régulation des multinationales. La quatrième partie, de 1980 à 1999, est consacrée au néolibéralisme triomphant. On y découvre comment les politiques de dérégulation et de libéralisation ont favorisé l'expansion des multinationales et transformé leur rôle dans l'économie mondiale. Enfin, la dernière partie interroge la toute-puissance des multinationales sur la période récente. Si les sujets qui y sont abordés sont plus connus, elle permet de replacer les enjeux actuels dans une perspective longue, notamment les questions des relations entre entreprises et États, et de régulation.

Au final, l'ouvrage présente les histoires croisées des événements ayant façonné les multinationales au fil du temps et de la contribution de ces mêmes multinationales à l'histoire économique des presque deux derniers siècles. Ainsi, par exemple, de la construction du canal de Suez en 1869, qui participa de la première vague de mondialisation, à laquelle Lafarge contribua en fournissant les matières premières (pas encore alors du ciment mais de la chaux hydraulique). Car on ne

peut comprendre l'omniprésence des multinationales dans l'économie contemporaine sans étudier leur origine, les événements économiques qui ont permis leur essor, et les politiques nationales et internationales qui les ont façonnées et qu'elles ont elles-mêmes influencées.

On retrouve ainsi pêle-mêle innovations technologiques, événements juridiques et politiques, comme le télégraphe transatlantique en 1866, permettant l'internationalisation de l'activité économique par la circulation de l'information (bien avant l'essor d'internet), la lutte contre les monopoles illustrée par les barons voleurs aux États-Unis au début du XX^e siècle, le protectionnisme dans l'entre-deux-guerres, la première zone franche autour de l'aéroport de Shannon en Irlande en 1958, ou l'invention du conteneur qui a participé à l'émergence des chaînes de valeur mondiales.

Nestlé offre une belle illustration de l'adaptation des multinationales à leur environnement. Née globale dans la seconde moitié du XIX^e siècle (une exception à l'époque), elle concentre sa production dans certains pays de tradition laitière et exporte vers ses marchés de consommation en Europe et ailleurs, profitant de la relative ouverture internationale et des nouvelles infrastructures de la mondialisation de l'avant-Première Guerre mondiale. Le retour des droits de douane et des risques politiques, et les perturbations des chaînes d'approvisionnement dans l'entre-deux-guerres, la poussent à privilégier la production locale par des investissements directs étrangers dans chacun de ses marchés. Elle adapte aussi son organisation, en créant deux sièges en Suisse et au Panama pour se prémunir contre les risques politiques, et met en place des pratiques visant à réduire son imposition globale. Des adaptations organisationnelles à l'environnement international et aux politiques des États que l'on retrouvera avec Toyota dans les années 1980, et qui résonnent dans la situation internationale actuelle.

Étant donné l'approche chronologique adoptée, c'est d'abord par l'accumulation des événements que se dessinent les grandes tendances et contours de l'omniprésence des multinationales aujourd'hui. L'ouvrage donne ainsi à voir l'émergence de nouveaux secteurs par le prisme de ses grands acteurs, mais également de nouvelles économies, avec la montée en puissance de multinationales non occidentales dans la deuxième moitié du XX^e siècle (originaires du Japon et de Corée, puis de Chine mais aussi du Brésil ou d'Inde). D'abord présentes dans un nombre restreint d'activités (en particulier le pétrole), les grandes entreprises s'internationalisent à partir des années 1960 dans un nombre croissant de secteurs – de l'automobile aux secteurs de grande consommation (avec de nouveaux modes de consommation : les hypermarchés venus des États-Unis), et à l'électronique grand public ou les microprocesseurs. Ensuite, les privatisations et les consolidations, en Europe notamment, verront l'émergence de multinationales dans le secteur financier et les industries de réseaux, avant que les firmes du numérique ne deviennent dominantes.

Il ressort de toutes ces trajectoires que les entreprises multinationales sont d'abord de grandes entreprises nationales. De manière évidente jusqu'aux années 1960 où le marché national constitue le principal marché de la plupart des entreprises et

le lieu de leur développement. Les premiers chapitres présentent ainsi l'origine de grandes entreprises, qui pour certaines remonte à la seconde moitié du XIX^e siècle : Lafarge, Schneider, General Electric, Coca Cola ou sa rivale Pepsi Cola, les banques HSBC et J.P. Morgan, ou encore Mitsubishi au Japon et Tata en Inde. Ce n'est que bien plus tard que ces entreprises s'internationaliseront réellement pour ressembler aux multinationales actuelles. Encore aujourd'hui, les activités de siège ou de recherche et développement restent largement réalisées dans le pays d'origine pour beaucoup de multinationales. C'est finalement le reproche que l'on pourrait adresser à cet ouvrage, qui déborde parfois sur le rôle des grandes entreprises plus que des multinationales, sans toujours mettre en lumière la spécificité de ces entreprises si particulières ayant une activité dans plusieurs États. Le fait d'opérer par-delà les frontières leur offre la capacité d'arbitrer entre différents territoires pour organiser leurs activités de production et entre différentes juridictions sur les questions réglementaires et fiscales, pouvoirs dont elles peuvent user dans leurs relations avec leur État d'origine et d'accueil.

Apparaît également dans cette histoire longue celle des tentatives de régulation des multinationales au fil du temps et des mobilisations tant des syndicats que de la société civile ou des dirigeants des pays du Sud. Depuis la solidarité internationale ouvrière au XIX^e siècle jusqu'aux travaux des organisations internationales dans les années 1970, en passant par les mouvements *anti-sweatshop* aux États-Unis dans les années 1990 et la loi sur le devoir de vigilance aujourd'hui en France et en Europe, on retrouve les mêmes tentatives d'encadrer les activités des entreprises multinationales et d'en définir le cadre juridique. Tentatives qui débouchent plus sur des codes de conduite non contraignants que sur de véritables régulations multilatérales, illustrant non seulement le pouvoir d'influence des multinationales mais aussi les intérêts divergents des États vis-à-vis de leurs propres multinationales et des filiales étrangères.

La question fiscale illustre bien la permanence des enjeux de régulation internationale. L'architecture de la taxation des entreprises multinationales a été édictée en 1928 sous l'égide de la Société des Nations, afin d'éviter une double taxation des multinationales. Il aura fallu de multiples révélations sur les pratiques d'évitement fiscal de ces multinationales et le rôle des paradis fiscaux pour aboutir à une réforme des règles en octobre 2021, visant à lutter contre la double non-taxation en redéfinissant les droits à taxer des États. Réforme qui est aujourd'hui remise en cause par les États-Unis de Donald Trump.

Multinationales. Une histoire du monde contemporain constitue donc un ensemble riche, dense, dans lequel on pourra aussi aller piocher au gré des dates, ce qui en facilite l'accès. Il constitue un complément très utile aux travaux plus quantitatifs déjà existants. Si l'approche chronologique et l'ambition globale ne fournissent pas de clé de lecture simple, les histoires de multinationales qui se font écho au cours du temps dessinent, au fil de la lecture, des enjeux structurels autour de ces acteurs majeurs de nos économies contemporaines.

Vincent Vicard

Économiste et adjoint au directeur du Centre d'études prospectives
et d'informations internationales

Relations internationales

ESPACE MONDIAL

Frédéric Ramel (avec la collaboration d'Aghiad Ghanem)
Paris, Presses de Sciences Po,
2024, 476 pages

« Espace mondial » est à la fois le titre d'un manuel et celui du cours magistral que Frédéric Ramel dispense en deuxième année à Sciences Po Paris. Ce cours est l'héritier d'une réforme de Sciences Po concomitante à la chute du mur de Berlin. La vieille « géopolitique » y avait été rebaptisée « Grandes lignes de partage du monde contemporain ». L'approche se voulait interdisciplinaire et entendait échapper au monopole que les historiens exerçaient depuis Renouvin et Duroselle sur le champ des relations internationales en France. Un atelier de cartographie fut créé à Sciences Po, avec Marie-Françoise Durand comme figure tutélaire. Aujourd'hui encore, l'atlas qu'il publie figure au nombre des ouvrages de référence que tout bon étudiant à Sciences Po se doit de connaître.

L'enseignement de Frédéric Ramel et le manuel qui l'accompagne s'inscrivent dans cette filiation. Il convoque les sciences sociales : l'histoire, la géographie mais aussi les sciences politiques, l'économie, la démographie. Fidèle à Bertrand Badie, il fait la part belle à la sociologie. Il entend aussi remettre en cause la centralité de l'État : les relations internationales ne se résument pas à leur affrontement ou à leur coopération, mais doivent prendre en compte de « nouveaux » acteurs (firmes multinationales, organisations non gouvernementales, forums régionaux, Églises, mafias, etc.).

Le livre est organisé en douze chapitres, répartis en quatre parties : Contextualisation, Structuration, Régulation et Tension. Sous ces intitulés intimidants sont traitées les questions transversales du monde contemporain : les déséquilibres démographiques, l'épuisement des ressources naturelles, la transnationalisation des acteurs et la remise en cause de la centralité des États, la régionalisation du monde, les tentatives pas toujours réussies de régulation, la compétition entre les grandes puissances, les dynamiques identitaires, le « retour » du sacré...

Un autre plan était possible en deux parties, la première sur les questions transversales et la seconde sur les questions régionales, dans laquelle chaque grande puissance/groupe de puissances aurait eu droit à son chapitre. Tel était le plan choisi par Maxime Lefebvre dans son ouvrage – *Le Jeu du droit et de la puissance* (Paris, PUF, 1997) – qui, faute à Bertrand Badie d'avoir jamais écrit de manuel, fit office pendant une vingtaine d'années d'ouvrage de référence à Sciences Po et continue à être réédité, ou bien dans les deux tomes des *Relations internationales* (Paris, Seuil, 2007) de Philippe Moreau Defarges – Questions régionales et Questions mondiales. Le défaut de l'approche retenue est qu'elle ne permet pas de traiter en tant que tels des sujets aussi importants que la menace chinoise, l'hégémonie américaine, la construction européenne ou la déprovincialisation des Afriques (pour renverser le titre du célèbre ouvrage de Dipesh Chakrabarty). L'absence d'un index ou d'un sommaire détaillé est un handicap supplémentaire.

Le résultat n'en reste pas moins impressionnant et digne d'éloges. Ce manuel – au

prix admirablement modique –, agrémenté de cartes et de photos, enrichi pour chaque chapitre par une bibliographie commentée et par des références littéraires, cinématographiques et musicales étonnantes (un livre qui cite *Le Bureau des légendes*, la BD *Quai d'Orsay* et *Midnight Oil* ne peut pas être mauvais...), fera date.

Yves Gounin

UNE HISTOIRE MONDIALE DU SIDA (1981-2025)

Marion Aballéa

Paris, CNRS Éditions, 2025,

328 pages

Le regard croisé de l'historienne et de la chercheuse en sciences sociales donne au récit un équilibre rare : vivant, mais lucide et préoccupé par le risque de « patrimonialisation » d'une épidémie qui a profondément bouleversé la vie, les comportements ainsi que les structures sociales et institutionnelles de générations successives.

Solidement documenté, cet ouvrage est le fruit d'une recherche bibliographique approfondie dans la littérature scientifique, les documents officiels et diverses archives, conférant au récit légitimité et consistance, tout en offrant des illustrations et évocations qui en rendent la lecture attrayante.

La première partie, « 1981-1995, la catastrophe, la lutte, l'impuissance », décrit les années noires marquées par l'absence de traitements antirétroviraux efficaces. La deuxième partie, « 1996-2006, la mobilisation générale », analyse le désastre provoqué par l'épidémie en Afrique à la fin des années 1990 et au

début des années 2000, l'accès inégal aux traitements entre pays riches et en développement, et la réponse internationale inédite – politique et financière – à cette urgence mondiale. Enfin, la troisième partie, « 2007-2025, une maladie comme une autre ? », analyse les avancées notamment en matière de prévention et la transition du sida d'une urgence sanitaire mondiale vers une maladie chronique, à la croisée des maladies transmissibles et non transmissibles.

Cette division en trois périodes se justifie pleinement mais l'équilibre entre elles aurait pu être différent. La première occupe à elle seule la moitié de l'ouvrage, alors qu'elle relate des faits et analyses largement traités dans la littérature scientifique, historique et grand public. La deuxième partie constitue une étape essentielle de cette histoire. Le lecteur est ensuite conduit à s'interroger sur l'avenir de l'épidémie dans le contexte actuel des connaissances scientifiques et de la géopolitique contemporaine – l'ouvrage étant paru quelques semaines avant l'annonce, par la nouvelle administration américaine, de la fermeture de l'USAID et de la remise en cause du financement du *President's Emergency Plan for AIDS Relief* (PEPFAR). Comme si la décennie 2010-2020 avait été une période de relative accalmie, marquée par peu d'enjeux.

Or il semble que c'est justement dans l'analyse, encore trop peu développée, de cette période – avec ses réussites et ses erreurs – que se trouvent les clés pour répondre aux questions que le sida pose aujourd'hui : pérennité de l'aide au développement, transition des financements internationaux vers des financements nationaux, production locale de médicaments, accès des pays à ressources limitées aux innovations

médicales et, plus largement, avenir de la solidarité internationale et du multilatéralisme en santé après le Covid-19.

Enfin, on pourra regretter que le livre n'aille pas plus loin dans l'exploration des coulisses françaises : comment la France s'est-elle engagée dans le Fonds mondial ? Comment a-t-elle créé UNITAID ? Comment ces décisions ont-elles parfois été concentrées dans un domaine réservé de la présidence de la République, en tension avec le ministère des Affaires étrangères ?

Si ce bel ouvrage se conclut sur l'espoir, raisonnablement fondé, que la génération actuelle verra la fin du sida, les aléas de la géopolitique et des politiques nationales dans les pays à faibles ressources rendent cet avenir encore fragile.

Michel Kazatchkine

FRAGMENTS D'UN PARCOURS AVENTUREUX. AU FIL DES BOULEVERSEMENTS DU MONDE

Claude Blanchemaison
Paris, Temporis, 2025, 544 pages

L'ouvrage de Claude Blanchemaison nous convie à suivre un long parcours de vie : personnelle – avec juste ce qu'il faut de notations sur les années de formation, ou quelques goûts artistiques – et surtout professionnelle. Il s'agit bien – la référence à Barthes dit tout – du parcours amoureux d'une profession : celle de diplomate, dans ses tours et détours.

Et les détours, la vie de Blanchemaison n'en manque pas. Ouverte dans la dimension européenne au temps de

l'élargissement à l'Espagne et au Portugal (l'élargissement étant alors pensé politiquement et économiquement, bref rationnellement et non comme une inévitable course vers un futur inconnu), une dimension que l'auteur retrouvera à plusieurs temps de sa carrière, sa déambulation mondiale l'emmène sur tous les théâtres qui nous apparaissent aujourd'hui comme déterminants : Asie, Afrique, Europe... Le sous-titre « au fil des bouleversements du monde » ne pouvait être plus opportun.

Le chargé d'affaires en Afrique du Sud (en 1985) vit les dernières années de l'apartheid – années enthousiasmantes mais complexes, même pour l'administration française : il faut gérer le présent tout en préservant l'avenir. Puis c'est le Vietnam : le parcours « amoureux » pointe alors sous les pages de Claude Blanchemaison. L'affaire est passionnante : il s'agit de redéfinir les relations entre deux pays proches mais qui affectent de l'ignorer. Claude Blanchemaison a narré ailleurs son dialogue avec Giap mais il l'intègre ici dans l'analyse diplomatique qu'il déploie pour chacun de ses postes – la préparation de la visite d'un président de la République qui se rend pour la première fois à Dien Bien Phu étant éminemment symbolique.

Puis c'est l'Inde, autre point d'arrêt à la fois géopolitique et affectif : la difficulté et la passion mises à saisir ce monde en soi transparissent dans la description des actions menées par l'ambassadeur. À l'occasion d'une visite au Bhoutan, on apprend que les femmes, lasses, peuvent y renvoyer leur époux en déposant leurs effets sur le pas de leur porte : décidément, après l'invention du bonheur national brut, le Bhoutan est un pays à la modernité captivante...

La Russie (Claude Blanchemaison y est nommé ambassadeur en 2000) constitue un autre point haut de son aventure diplomatique. La période est cruciale : aujourd'hui nous savons qu'elle est celle du progressif basculement du désordre eltsinien à l'ordre poutinien, mais le futur n'était alors pas écrit. Blanchemaison rend précisément compte des efforts diplomatiques, et d'insertion, dans une société russe très active : ensemble, ils constituent le fond, l'exigence, du métier d'ambassadeur. Son expérience russe lui donne aujourd'hui quelque argument à développer sur la situation créée par la guerre d'Ukraine.

Le parcours d'ambassadeur s'achève en Espagne. Paradoxe incarné d'une politique étrangère qui la voit comme un pays à la fois très proche et vraiment étranger : les Pyrénées ne sont toujours pas aplanis.

Au-delà du parcours géopolitique, qui vaut au lecteur, à chaque étape, de stimulantes réflexions pour l'actualité, le parcours de Claude Blanchemaison nous instruit sur toutes les dimensions du métier de diplomate. Dialogues, négociations, échanges interministériels, rien n'est celé du travail quotidien : un très utile rappel des exigences multiples, complexes, d'un métier dont on semble par les temps présents oublier la grandeur au profit de l'administration de la force brute.

Dominique David

Économie

LE CAPITALISME DE L'APOCALYPSE. OU LE RÊVE D'UN MONDE SANS DÉMOCRATIE

Quinn Slobodian

Paris, Seuil, 2025, 368 pages

Après son livre *Les Globalistes. Une histoire intellectuelle du néolibéralisme* (Paris, Seuil, 2022), l'historien canadien Quinn Slobodian, professeur à l'université de Boston, continue à analyser les effets du néolibéralisme sur les politiques contemporaines – le néolibéralisme étant défini ici comme les différentes variantes du libertarianisme, allant du minarchisme (État minimal) à l'anarcho-capitalisme (absence d'État). Cette dynamique a ses meneurs, à commencer par l'influent Milton Friedman après la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux magnats actuels de la Silicon Valley.

Cette fois-ci, Quinn Slobodian cartographie l'espace et identifie ce qu'il nomme les « zones », pour rendre compte des territoires qui sont passés d'une organisation appliquant les principes de l'État-nation et de la souveraineté des citoyens à une organisation appliquant un modèle autoritaire, où le gouvernement prend ses décisions en se libérant des contraintes démocratiques au nom de l'expertise. Des États-entreprises gérés par des managers, où les choix individuels ne résultent que de relations contractuelles, avec la seule accumulation de capital comme projet politique.

Hong Kong, Dubaï, Singapour ou le Liechtenstein, entre autres exemples, incarnent ainsi selon l'auteur un modèle libertarien qui tend à se diffuser, où la

liberté ne se définit plus comme une condition nécessaire à l'émancipation et à l'accès à la citoyenneté, mais comme l'absence d'entrave à l'imposition de ses règles par le marché, sans délibération possible. Toute forme de citoyenneté populaire passant, par exemple, par des élections devenant inutile.

Quinn Slobodian inscrit son propos dans la continuité du chercheur français en philosophie politique Grégoire Chamayou, avec son livre *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire* (Paris, La Fabrique Éditions, 2018). Celui-ci analysait déjà l'histoire des stratégies déployées par un groupe d'acteurs, certaines entreprises et certains dirigeants, pour conjurer les formes de régulation sociale qui entravent le marché.

L'histoire détaillée de territoires passant d'une société gouvernée par des structures sociales anciennes à une société épousant le modèle libertarien – on retiendra la rapidité de cette transition dans le cas de Hong Kong – trouve un écho intéressant à l'heure où le président américain envisage la politique comme une succession de *deals* d'entreprise, avec rachat et aménagement de territoires selon les règles du Monopoly (Groenland, Canada), au mépris de la souveraineté des citoyens concernés.

On relèvera peut-être que les « zones » définies par Quinn Slobodian n'ont pas forcément eu besoin d'acteurs précis pour se former : le mode de production capitaliste impose une reconfiguration permanente de l'espace pour maintenir un taux de profit et ne pas s'effondrer, ceci sans avoir besoin de l'influence de magnats de la Silicon Valley ou des travaux de la Société du Mont-Pèlerin. Dans un monde désormais interconnecté, l'espace géographique, les

« zones », deviennent finalement un facteur de production comme un autre.

Vincent Piolet

Sécurité/Stratégie

WHO WILL DEFEND EUROPE? AN AWAKENED RUSSIA AND A SLEEPING CONTINENT

Keir Giles

Londres, Hurst, 2024, 280 pages

L'ouvrage de Keir Giles, expert des forces armées russes, a pour ambition d'analyser les moyens de dissuader la Russie d'étendre la guerre en Europe au-delà de l'Ukraine.

Pour appuyer son propos, l'auteur établit trois postulats. Le premier est qu'il n'existe pas de solution négociée au conflit en Ukraine, étant donné que les buts de guerre russes visent à la destruction de l'État ukrainien. En sus de la préparation des armées et des populations, la meilleure garantie de sécurité pour l'Occident serait donc d'aider massivement l'Ukraine. *A contrario*, l'incapacité à le faire aurait un effet néfaste : la perte de crédibilité de l'Occident, incapable de défendre ses valeurs. Le deuxième postulat est que la Russie est encouragée par la faiblesse, et ne pourra être stoppée que par une force militaire crédible. Le troisième est que la confrontation entre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la Russie est inégale. Cette dernière n'a pas besoin de disposer de forces équivalentes à celles de l'OTAN : il lui suffit

de tester la validité de l'article 5 et de persuader les États membres de l'Alliance que le coût de la confrontation serait exorbitant.

Pour faire face à l'éventualité d'un conflit, Keir Giles examine les degrés de préparation des armées et des populations de différents États de l'OTAN. Il estime que les États européens sont divisés en deux groupes. Ceux situés à l'ouest de Varsovie se sentent protégés par l'éloignement de la Russie, et ne prennent pas vraiment la menace au sérieux. *A contrario*, les États d'Europe centrale, les Baltes, les Scandinaves et le Royaume-Uni en considèrent sérieusement le caractère imminent et s'y préparent en investissant dans la défense et la résilience des sociétés. Ces États ont donc un rôle crucial à jouer dans la politique de défense européenne et doivent favoriser, notamment sous la houlette de la Pologne, un changement de l'approche occidentale du conflit. Un changement est en effet nécessaire : les États occidentaux doivent comprendre que la politique de dissuasion à l'égard de la Russie, étant donné l'évolution du pays, se jouera à long terme.

Publié à l'été 2024, le livre évoque néanmoins les conséquences possibles de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, tout en analysant les attermoissements de l'administration Biden en matière d'aide à l'Ukraine. Au-delà des États-Unis, l'intérêt de l'ouvrage est d'étudier une grande diversité de pays, même s'il existe une certaine disparité de traitement puisque certains font l'objet d'un chapitre (États-Unis et Royaume-Uni), d'autres de sous-parties (France, Allemagne et Pologne) et certains de quelques paragraphes, comme le Canada.

Pour appuyer sa démonstration, Keir Giles aurait pu développer le rôle des

industries de défense, primordial pour le réarmement. De même, les analyses sur la résilience pâtissent d'une perspective *top-down*. Enfin, les développements internes à la Russie sont largement ignorés, tels les problèmes démographiques ou encore l'exil massif de plus d'un million de personnes depuis février 2022.

Cet ouvrage a le mérite de constituer une synthèse résumant avec efficacité et lucidité l'état des connaissances sur un conflit qui se prépare à entrer dans sa quatrième année, et qui aura durablement transformé l'architecture de sécurité européenne.

Amélie Zima

L'ANTITERRORISME FRANÇAIS. UNE HISTOIRE INTERNATIONALE

Thomas Bausardo
Paris, Nouveau Monde Éditions,
2024, 546 pages

Assumant d'« adopter méthodologiquement le point de vue de l'État, sans pour autant l'épouser », l'auteur n'esquive pas les problèmes conceptuels et normatifs du sujet mais soumet son positionnement à la critique raisonnée. L'approche internationale permet de « comprendre ce qu'un État [...] désigne comme "terroriste", pour quelles raisons, et comment cette désignation coïncide – ou non – avec celle adoptée par les autres États avec lesquels il entend coopérer », mettant en évidence l'absence de substance terroriste pour en faire une catégorie politiquement construite. La lutte contre le terrorisme est ici comprise comme facteur de structuration de l'appareil policier et de renseignement.

Le terrain exploré est aussi riche que difficile d'accès. Les archives des ministères (Intérieur, Affaires étrangères, Justice, Défense) et de la présidence de la République sont soumises au secret, disséminées, et leur consultation n'est pas de droit pour la période d'après-guerre. Complété par des entretiens avec les acteurs, l'examen du matériau empirique suit donc la méthodologie historique classique.

Suivant une chronologie analytique découpée en deux séquences, la césure se faisant à partir de 1968, l'auteur range d'un côté les deux premières vagues du terrorisme de Rappoport (« anarchiste » puis « anticoloniale »), génératrices de coopérations *ad hoc* et peu pérennes. De l'autre, les deux dernières vagues (« nouvelle gauche » puis « religieuse »), qui voient la négociation et l'adoption d'instruments internationaux durables, surtout au sein de l'Union européenne.

Pour l'auteur, les initiatives interétatiques de la fin du XIX^e siècle jusqu'à 1968 faisaient la preuve d'un « perpétuel recommencement [...] sans continuité affirmée » de la coopération antiterroriste, essentiellement bilatérale. Le changement fut impulsé par un cadre multilatéral qui en fit un domaine d'action pérenne, la coopération devenant « un enjeu juridique et administratif à part entière ». Ce faisant, les services de police et de renseignement développent compétences et organisations dédiées, ainsi qu'une culture de la coopération qui se confronte aux logiques bureaucratiques et au secret, d'où le « caractère fondamentalement heurté » de l'histoire de cette coopération. Les autres volets de l'antiterrorisme, militaire et judiciaire, connaissent aussi des formes de coopération, avec les opérations extérieures multilatérales

et le mandat d'arrêt européen, qui signe la « disparition de la notion de criminalité politique », et donc la fin des refus d'extradition des terroristes.

L'internationaliste à la recherche de théories du terrorisme regrettera de trouver ici peu de discussion des oppositions existantes (en particulier l'apport des études critiques). Il y trouvera en revanche une mine d'informations sur les âpres négociations autour des différentes conventions contre le terrorisme et la construction des politiques publiques antiterroristes. Par ailleurs, la proximité avec le pouvoir étatique – par l'examen de ses archives – conduit inévitablement à adopter une approche statocentrée, qui s'intéresse aux « vainqueurs de l'histoire », laissant quelque peu en retrait ses « perdants » et les voies alternatives qu'elle aurait pu emprunter. Cela n'enlève cependant rien au mérite de cet ouvrage qui répond avec érudition aux buts qu'il s'est fixés.

Pierre-Alain Clément

Europe

DES IDÉES NOUVELLES POUR L'EUROPE. AVEC LES FEMMES ET LES HOMMES QUI LA FONT

Enrico Letta
Paris, Odile Jacob, 2024,
240 pages

Pour accompagner et vulgariser le rapport sur le marché unique qu'il a remis aux dirigeants de l'Union européenne le

18 avril 2024, l'ancien président du Conseil des ministres italien Enrico Letta a eu la bonne idée de publier un court essai qui dépasse le langage technocratique. Il y revient sur les rencontres qui ont nourri ses réflexions (65 villes visitées, 400 réunions) et sur ses principales recommandations, agrémentant le tout de réflexions personnelles qui font le sel de son ouvrage.

« On ne tombe pas amoureux d'un grand marché », disait Jacques Delors, pourtant artisan majeur du marché unique lancé en 1985. Il n'en est que plus nécessaire de répéter combien ce marché est à la base de la construction européenne et de son unité, et d'en faire la pédagogie.

Le rapport Letta souligne le retard pris par l'Europe, dont le PIB par habitant a augmenté deux fois moins vite qu'aux États-Unis depuis 1993, et formule un plan de consolidation du marché unique pour soutenir l'innovation : en l'étendant à des domaines qui en ont été largement exclus parce que trop proches de la souveraineté nationale (l'énergie, la finance, les télécommunications, la défense), en ajoutant aux « quatre libertés » du marché unique une cinquième pour la connaissance et la recherche, en unifiant et simplifiant la législation (par les règlements plutôt que les directives), en reliant les capitales européennes par des trains à grande vitesse, en maintenant le rôle de la politique de cohésion, en renforçant le dialogue social et en pérennisant la consultation des citoyens amorcée par la Conférence sur l'avenir de l'Europe, en réaffirmant enfin (notamment pour les futurs membres) le lien entre l'appartenance au marché unique et l'état de droit.

Bien qu'il ait contribué à nourrir les initiatives de la commission von der Leyen

en 2025 (stratégie pour le marché unique, union de l'épargne et des investissements, allègement de la réglementation), le rapport Letta a été quelque peu éclipsé par le rapport Draghi du 9 septembre 2024, sur la compétitivité et l'innovation dans dix secteurs majeurs de l'économie européenne. Alors qu'Enrico Letta est resté prudent sur le financement, préférant miser sur un lien hypothétique entre épargne privée et transition écologique et numérique, Mario Draghi a clairement appelé à financer par l'emprunt européen l'investissement nécessaire pour accélérer l'innovation en Europe (800 milliards d'euros par an).

On retiendra du livre d'Enrico Letta, au-delà des anecdotes sur ses voyages et rencontres, des réflexions qui posent le cadre des défis d'aujourd'hui. D'abord une inquiétude, non seulement sur le déclin économique de l'Europe mais aussi sur la montée du nationalisme, avec cet aveu pessimiste et résigné : « Je ne pense pas que nous serions capables de faire aujourd'hui ce que Delors et sa génération ont accompli. » Et en même temps une ode à la fois sincère et profonde à la méthode Delors, fondée sur le « nous » plutôt que le « je », sur le respect, l'écoute et la tolérance, sur le leadership horizontal, sur l'attention portée à l'exécution, sur la capacité à transformer les échecs en opportunités. Ces pages, les plus originales de l'ouvrage, inscrivent son auteur et ses propositions dans le volontarisme des constructeurs de l'Europe.

Maxime Lefebvre

SOVEREIGN EUROPE. AN AGENDA FOR EUROPE IN A FRAGMENTED GLOBAL ECONOMY

Paolo Guerrieri et Pier Carlo Padoan

Paris, Edward Elgar, 2024,
140 pages

Pier Carlo Padoan et Paolo Guerrieri livrent ici leur vision d'une Europe plus résiliente, plus assertive, plus unie. Économistes s'étant frottés tant au monde académique qu'à la politique, Padoan, ancien ministre de l'Économie et des Finances italien, et Guerrieri, ancien sénateur italien, ouvrent le débat sur les principaux chantiers de l'Union européenne (UE). Ce faisant, ils traitent des risques d'échec, en raison de divergences potentiellement trop prononcées entre États membres, mais aussi de menaces extérieures. Ils se veulent également porteurs d'espoir dans un contexte de durcissement des relations internationales que l'UE n'a d'autre choix que de combattre si elle ambitionne de survivre.

L'ouvrage s'ouvre sur une brève histoire des relations internationales et des évolutions des équilibres de puissance post-Seconde Guerre mondiale : opposition Est-Ouest, hégémonie américaine, croissance de l'influence du Japon et de l'Europe dans le camp occidental, perte d'influence européenne, émergence de la Chine comme puissance contestatrice de l'hégémonie américaine, début de la rivalité technologique sino-américaine et possible fragmentation en blocs autour de Washington et Pékin. Pour ce faire, les auteurs proposent une grille de lecture mêlant différents leviers déterminant les rapports de force entre les principales puissances, parmi lesquelles l'Europe. En parallèle, ils se livrent à

une analyse de la construction européenne avec une UE tiraillée entre intégration et élargissement et arbitrant constamment entre compétences communautaires et intergouvernementales.

La construction européenne s'est faite à la faveur des heurts de l'histoire : fin de la Seconde Guerre mondiale, guerre froide et réunification entre Europe de l'Est et de l'Ouest, crise financière, Covid-19... À chaque crise son avancée au niveau européen : Communauté européenne du charbon et de l'acier, union douanière, marché unique européen, UE, monnaie unique, élargissement vers les États du bloc de l'Est, union bancaire, endettement commun pour amortir les chocs économiques et sociaux de la pandémie du Covid-19.

Les auteurs suggèrent qu'à présent, avec un multilatéralisme en crise, l'UE s'engage en faveur de davantage de coopération internationale, en forgeant de nouvelles coalitions avec des États qui, comme elle, cherchent à s'extraire de la rivalité sino-américaine.

Pier Carlo Padoan et Paolo Guerrieri plaident pour un renforcement du marché unique à travers une politique industrielle mieux coordonnée et affirmée, mais aussi à travers sa dimension monétaire et fiscale, *via* notamment la création d'une Union des marchés de capitaux et un renforcement du rôle de l'euro à l'international.

Une autre conviction affichée par les auteurs : la transition énergétique et la compétitivité devraient aller de pair. Ainsi, un découplage européen par rapport au gaz russe ne permettrait-il pas d'accélérer le tournant vers les énergies renouvelables ? Ce qui pose cependant la question de la dépendance de l'UE

par rapport à la Chine pour l'approvisionnement de produits nécessaires à cette transition.

Proposant des recommandations tout en évoquant les arbitrages nécessaires, l'ouvrage a le mérite d'éclairer toute la complexité des enjeux. Pour, peut-on espérer, réconcilier le citoyen intéressé avec une UE dont les processus décisionnels sont parfois perçus comme très lents par l'opinion publique.

Marie Krpata

LIBERTÉ

Angela Merkel et Beate Baumann
Paris, Albin Michel, 2024,
688 pages

Après quatre mandats et seize années à la tête de la première puissance d'Europe, Angela Merkel a quitté ses fonctions en décembre 2021. Elle se lance, dès l'année suivante, dans la rédaction de ses Mémoires, denses et rarement critiques, alors que le continent est depuis confronté à la guerre en Ukraine et à de multiples lignes de fractures.

Fidèle à sa personnalité, la chancelière préfère les longues explications pondérées aux petites phrases mesquines, habituelles dans ce genre d'exercice. Elle relate d'abord, avec une fierté contenue, son histoire personnelle qui la conduit de la RDA à la tête de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) puis au poste de chancelière. Le récit de ce destin hors-norme apparaît comme le passage le plus réussi. Le lecteur ne peut en effet comprendre son plaidoyer en faveur de la liberté et de la démocratie sans garder à l'esprit qu'Angela

Merkel a 35 ans quand le mur de Berlin s'effondre. C'est notamment la raison pour laquelle elle met en garde contre l'Alternative pour l'Allemagne (AFD), le parti d'extrême droite fort d'un score de 20 % aux dernières élections fédérales.

Le cœur du livre est toutefois consacré à la politique internationale de la chancelière, où les anecdotes abondent – probablement trop. Le lecteur découvre, ou redécouvre, avec moult détails sa dégustation d'un steak d'ours, le goût prononcé de Vladimir Poutine pour la bière Radeberger et le traumatisme créé par ce dernier quand il lâche son labrador noir Koni dans la pièce où ils se trouvent. L'autrice cache difficilement un certain ressentiment vis-à-vis de ceux qui l'ont sous-estimée, à l'instar de George W. Bush quand il lui demande de traiter un dossier directement avec Condoleezza Rice.

Vladimir Poutine, pour lequel elle ne masque aucunement son aversion, apparaît comme le personnage récurrent du livre. À l'inverse, les quatre présidents français, avec lesquels elle a pourtant traversé de nombreuses crises et parfois noué une vraie amitié, ne font pas l'objet de portraits approfondis. Assez logiquement, la géopolitique de l'Europe de l'Est est revue au prisme d'une lecture souvent téléologique influencée par la guerre d'Ukraine, mais l'ex-chancelière cherche plus à justifier ses décisions qu'à reconnaître certaines erreurs, ou mieux à proposer des pistes pour renforcer l'Europe. Les descriptions s'avèrent d'une grande précision sur la crise des réfugiés ou la gestion du Covid-19, mais le récit l'emporte toujours sur l'analyse.

Le plaidoyer final revient sur la question de la liberté et l'importance de la

démocratie en Europe. On peut regretter l'absence d'une partie autocritique et de propositions pour une perspective géopolitique de l'Europe face à des menaces que l'auteure décrit parfaitement. Les Mémoires ont peut-être été écrites trop précocement, alors que les dernières élections ont conduit à une remise en question des années Merkel. Dans un contexte d'interrègne et à l'heure où les voix fortes manquent face au chaos ambiant, la forme de ces Mémoires ainsi que le choix de la chancelière de ne plus participer à la vie politique allemande et européenne laissent dubitatifs, au moment où les partis souhaitant balayer la démocratie et la liberté en Europe ne cessent de se renforcer.

Anthony Guyon

Afrique

LE SAHEL. ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET STRATÉGIQUES AU XXI^e SIÈCLE

Ladji Karamoko Ouattara (dir.)
Paris, Karthala, 2024, 326 pages

Cet ouvrage collectif, dont les auteurs appartiennent au réseau de chercheurs *Thinking Africa*, ambitionne, dans le cadre d'un observatoire du Sahel, d'interroger les évolutions sociétales, économiques et sécuritaires des pays de cette région au regard de grandes évolutions stratégiques et climatiques.

La première partie questionne les enjeux de paix et de sécurité, la deuxième documente certains aspects des crises sociétales des pays sahéliens, et la troisième rassemble des textes qui

abordent à la fois l'impact, sur la zone, des évolutions climatiques, démographiques et des relations internationales. L'ouvrage croise des approches nationales et transversales. Il est plutôt axé sur l'évolution du Sahel central, devenu ces dernières années la zone du monde où l'on déplore le plus de victimes du terrorisme.

Comme cela est généralement le cas dans les ouvrages collectifs, les contributions sont inégales, se chevauchent parfois, mais ont, *a minima*, l'intérêt d'actualiser les connaissances sur différents dossiers. Certains textes ont le mérite de mettre en chantier des thématiques moins communes dans la littérature scientifique, comme les entrées « Enjeux de l'accès à internet et collecte de données dans un environnement de crise sécuritaire et humanitaire au Sahel » de Salimata Traoré ou encore « La "Community Policing". Enjeux et perspectives pour une réforme sécuritaire réussie et viable au Sahel » de Ramatou Adamou Gado.

On retiendra toutefois plusieurs textes de haute facture. Parmi eux, celui de Lamine Savane, « Quand les djihadistes font la loi au Mali : "Non aux services sociaux de base !" », qui illustre brillamment une des nouvelles tendances de la recherche sur le Sahel, autour de la « gouvernance djihadiste », autrement dit la description de la manière dont les groupes salafistes-djihadistes administrent les localités conquises. En effet, même si ces groupes n'ont pas encore réussi à conquérir des villes, ils contrôlent, au Mali comme au Burkina Faso, des zones rurales, des villages et petites bourgades, et peuvent donc mettre en application – eux qui contestent l'administration corrompue des États post-coloniaux et de leurs élites – leur projet de société. Ainsi, une

fois contrôlé un territoire et chassées les forces de sécurité nationale, l'administration ciblée en priorité par les salafistes-djihadistes est l'école. La cartographie des écoles fermées offre d'ailleurs l'image la plus fidèle de la présence djihadiste : en mai 2022, 1 858 écoles étaient fermées sur un total 8 666, soit 23 % des écoles maliennes. Dans certaines régions l'impact est encore plus grand, comme dans celle de Mopti (Centre) où 44 % ont été fermées. Les salafistes-djihadistes détruisent les écoles, menacent les écoliers et les professeurs. Les seuls services de l'État tolérés restent les services de santé, mais une grande partie des agents de l'État fuient ces zones.

Au total, cet ouvrage constitue une bonne porte d'entrée pour découvrir les problématiques sahéliennes. Mais, hormis quelques entrées, il ne renouvelle pas suffisamment les approches sur les évolutions sahéliennes dont certains pays sont d'ailleurs curieusement exclus.

Alain Antil

Asie

LES RELATIONS UNION EUROPÉENNE- INDE. VINGT ANS DE PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Vladimir Pol

Paris, L'Harmattan, 2024,

172 pages

Vladimir Pol s'attache ici à un sujet encore marginal dans le champ des relations internationales : les relations entre

l'Union européenne (UE) et l'Inde. Si un partenariat stratégique a été formellement instauré en 2004, ces relations demeurent peu étudiées, à l'image de leur faible visibilité dans le débat public.

L'auteur rappelle que ce partenariat, bien qu'ancien, est jugé décevant par les deux parties puisqu'il n'a pas produit les résultats attendus. Plusieurs facteurs expliquent cette relative stagnation : la complexité institutionnelle de l'UE, perçue comme lente et peu efficace, et la place longtemps secondaire accordée à l'Inde, éclipsée par la Chine dans les priorités européennes.

L'ouvrage propose une analyse structurée du partenariat en trois volets : économique, sécuritaire et diplomatique. Le volet économique est le plus abouti : les échanges commerciaux ont en effet presque doublé en dix ans et un accord de libre-échange, lancé en 2007 puis gelé, a été relancé en 2022, dans un contexte de rivalité croissante avec la Chine et de quête de diversification stratégique.

En matière de sécurité, la coopération reste encore limitée. Si l'UE affiche des ambitions dans l'Indo-Pacifique, seule la France entretient un partenariat de défense approfondi avec l'Inde. L'auteur souligne pourtant un potentiel important pour la coopération avec l'UE, notamment dans le domaine industriel et technologique. De nouveaux champs de coopération émergent : cybersécurité, protection des océans, lutte contre la pêche illégale, menaces hybrides ou technologies sensibles.

La dernière partie, consacrée à la convergence diplomatique, soulève une

question essentielle : celle de l'alignement de nos valeurs démocratiques. Ce principe est souvent mis en avant comme fondement du partenariat entre l'UE et l'Inde. Pourtant, les atteintes aux droits humains se multiplient en Inde, tandis que New Delhi tolère de moins en moins les critiques européennes. Un décalage qui fait lever une interrogation majeure : est-il possible de bâtir un partenariat solide sans socle commun de valeurs ? Faut-il faire prévaloir les logiques d'intérêts au détriment des principes ?

Depuis la parution de l'ouvrage, les relations entre l'UE et l'Inde se sont renforcées, confirmant la pertinence de cette publication pour appréhender les dynamiques actuelles de rapprochement. La visite d'une délégation de commissaires européens à New Delhi en février 2025 a ainsi constitué une étape importante, avec pour ambition déclarée de conclure un accord de libre-échange d'ici la fin de l'année.

Il reste à déterminer si cette dynamique pourra s'inscrire dans la durée. L'UE et l'Inde parviendront-elles à surmonter leurs différends pour construire un partenariat véritablement stratégique, capable de faire contrepoids à l'influence grandissante de la Chine ? L'ambition politique semble, pour l'heure, bien présente. Encore faut-il qu'elle se concrétise par des actions tangibles. À défaut, ce rapprochement pourrait ne rester qu'une promesse inachevée. Sur ce point, la conclusion proposée par Vladimir Pol apparaît particulièrement pertinente.

Sylvia Malinbaum

Moyen-Orient et Monde arabe

LA DÉCOMPOSITION DU MOYEN-ORIENT. TROIS RUPTURES QUI ONT FAIT BASCULER L'HISTOIRE

Adel Bakawan

Paris, Tallandier, 2025, 320 pages

À un moment où la confusion et le chaos semblent à leur comble dans un Moyen-Orient où les guerres se multiplient, le livre d'Adel Bakawan apporte une analyse lucide qui permet de bien comprendre les racines de cette situation, de mieux situer les acteurs essentiels et d'esquisser des scénarios d'avenir possibles.

Le point de départ de son analyse est le 11 Septembre et ses conséquences. Les États-Unis de George W. Bush s'engagent dans une politique ambitieuse : remodeler un « Grand Moyen-Orient », où régneraient la démocratie et la prospérité économique et qui contribuerait à la sécurité d'Israël. Cette « utopie » s'est brisée sur le mur des réalités. L'intervention de 2003 en Irak, qui violait l'ordre international, devait être suivie d'un *nation-building* mais a en fait débouché sur un fiasco multiforme : essor des mouvements terroristes, en particulier de Daech, fragmentation de l'Irak, installation d'un gouvernement dominé par les chiites à Bagdad et développement de l'influence iranienne, notamment à travers de nombreuses milices contrôlées et financées par Téhéran.

Le printemps arabe est devenu le « rêve avorté d'une génération », qui s'est traduit par des échecs répétés affectant tous les mouvements développés à

partir de décembre 2011. Ces échecs devaient prendre diverses formes : des reconfigurations autoritaires, des situations de guerre civile, des États en décomposition ou faillis comme l'Irak et le Liban, tandis que d'autres peuples – les Kurdes et les Palestiniens – continuaient de revendiquer en vain un État. Cette évolution a renforcé les milices qui sont devenues des acteurs majeurs du jeu, comme le Hezbollah, les Houthis et le Hamas.

La perspective d'une certaine recomposition s'est cependant esquissée. L'Arabie saoudite, sous la direction du roi Salmane et de Mohammed ben Salmane, est apparue comme « l'architecte d'un nouveau Moyen-Orient », pratiquant un multi-alignement caractérisé par un rapprochement avec l'Iran, une réconciliation avec la Turquie et la volonté de normaliser ses relations avec Israël dans le cadre des accords d'Abraham. Ce processus fut brutalement interrompu le 7 octobre 2023. La guerre menée sur sept fronts par Israël a pour objectif une « victoire totale », notamment contre le Hamas. La Turquie, en contribuant à la chute du régime de Bachar Al-Assad, se voit offrir l'opportunité d'effectuer un « retour en force », tandis que Riyad a renoncé pour l'heure à normaliser ses relations avec Israël.

L'auteur décrit bien la montée en puissance de l'affrontement mené par Israël contre l'« Axe de la résistance ». Après les proxys décimés, c'est l'Iran lui-même qui est visé. À partir d'avril 2024, le conflit entre les deux pays est devenu frontal. La « guerre des 12 jours », survenue après la publication de l'ouvrage, et qui n'est que suspendue, le confirme et ne peut qu'interrompre ce processus de recomposition.

Ainsi l'avenir du Moyen-Orient reste-t-il plus incertain que jamais. Israël, s'il

engrange des succès militaires, n'envisage toujours aucune solution politique, aussi bien avec les Palestiniens qu'avec l'Iran. Donald Trump pourra-t-il imposer la paix dans la région ? La lecture de cet ouvrage permet en tout cas de mieux comprendre enjeux et perspectives.

Denis Bauchard

Russie

OCCUPATION: RUSSIAN RULE IN SOUTH-EASTERN UKRAINE

David Lewis

Londres, Hurst, 2025, 248 pages

David Lewis montre ici que la Russie est parvenue, entre mars 2022 et l'été 2024, à bâtir un régime d'occupation efficace sur les territoires ukrainiens méridionaux et orientaux conquis en 2022, puis progressivement intégrés à la Fédération de Russie.

Une des principales conclusions de son étude est que Moscou n'avait pas planifié une véritable occupation de l'Ukraine. Les forces russes, qui se sont contentées d'instaurer des couvre-feux, n'avaient pas l'ambition d'administrer les territoires occupés, dont le statut n'avait d'ailleurs pas fait l'objet d'instructions claires. En mars 2022, les drapeaux ukrainiens continuaient de flotter sur les bâtiments publics tandis que des drapeaux monarchistes et soviétiques étaient accrochés çà et là par des soldats russes. Des officiels nommés par Kiev restaient en poste. Le chaos et la confusion des premières semaines

reflétaient l'échec imprévu de la campagne militaire russe, dont l'objectif était une soumission rapide du pouvoir politique ukrainien. Ni les appareils de propagande, ni les organes russes chargés des déplacements n'étaient préparés à cette occupation. Cette dernière s'est installée progressivement, sans base légale ni modèle.

Le travail de Lewis révèle en outre un continuum entre l'archaïsme des actions de combat russes en Ukraine et celui du régime d'occupation. Loin de mener une guerre « propre », et de soumettre les populations au moyen d'impacts psychologico-informatifs sophistiqués comme ils le théorisaient depuis des décennies, les Russes se sont vus contraints de mener une guerre meurtrière sur le front et de recourir massivement à de vieux téléphones militaires soviétiques pour électrocuter les victimes de leur répression à l'arrière. Le FSB fut un acteur central du régime d'occupation, qui a transformé ces territoires en zones de brutalité et de terreur. À rebours de Boutcha, la violence fut appliquée avec plus de méthode dans le sud de l'Ukraine. Sur la base de simples présomptions, les agents russes traquèrent et « neutralisèrent » sans relâche les vétérans, les potentiels opposants politiques et les officiels gouvernementaux ukrainiens. Enlèvements et détentions de civils avaient lieu la nuit, tandis que la torture était massivement répandue. L'occupation physique fut accompagnée d'une occupation cognitive afin de « rééduquer » les Ukrainiens, prétendument « zombifiés » par l'anti-russisme. Il est à cet égard intéressant de constater que l'éradication de toute trace du passé ukrainien ne s'est pas tant traduite par l'apologie de nouveaux symboles que par la volonté d'effacer 1991.

Lewis doute de la capacité de la Russie à reproduire cette occupation ailleurs,

dans la mesure où les dynamiques politiques et sociales de l'Ukraine du sud-est en furent indissociables. Toutefois, si une coopération minimale de la population fut indispensable, l'auteur estime que le régime d'occupation se serait effondré rapidement sans l'instauration d'un système militaro-sécuritaire brutal.

Enfin, il faut bien sûr souligner les limites méthodologiques de ce travail, qui a souffert de l'impossibilité pour l'auteur d'accéder aux territoires concernés. Mais il s'agit là d'un « instantané », d'une « première pierre », indispensable, qui ouvre de nombreuses questions pour une recherche à venir.

Dimitri Minic

PATRIOTE

Alexeï Navalny
Paris, Robert Laffont, 2024,
544 pages

Publié à titre posthume huit mois après la mort en prison d'Alexeï Navalny à 47 ans, *Patriote* s'impose comme le témoignage majeur de l'un des principaux opposants russes à Vladimir Poutine. Le livre retrace l'histoire de Navalny : son enfance dans l'URSS des pénuries, sa prise de conscience des injustices de l'ère post-soviétique, son ascension comme militant anti-corruption et figure de proue de l'opposition, enfin ses dernières années de détention. Le texte est vivant, souvent ironique, et l'auteur parvient à dépeindre les épreuves les plus sombres avec humour et sérénité.

Navalny décrit sa jeunesse dans une famille modeste, marquée par l'effondrement de l'URSS et le chaos des

années 1990. Tôt révolté par la corruption endémique, il perd ses illusions sur l'élite post-soviétique et dresse un portrait au vitriol d'un Boris Eltsine « malhonnête » et d'un Dmitri Medvedev « crétin... corrompu jusqu'à la moelle ». En 2011, il lance son Fonds de lutte contre la corruption. Il revient sur ses succès électoraux partiels – notamment sa campagne de 2013 à la mairie de Moscou, où il réunit 27 % des voix.

Puis le cœur du livre bascule et se transforme en journal de bord d'une lutte acharnée contre la machine répressive. Navalny narre la répression qu'il subit : arrestations, procès fabriqués, harcèlement policier, tentative d'assassinat par empoisonnement au Novitchok en 2020. Il explique pourquoi il choisit de rentrer en Russie en janvier 2021 : par patriotisme. Ses carnets de prison décrivent isolement et brimades mais avec un optimisme obstiné. *Patriote* est aussi un réquisitoire contre le régime de Poutine et sa dérive autocratique, mais son discours reste centré sur l'intérêt de la Russie.

Malgré ses indéniables qualités, *Patriote* n'échappe pas à certaines limites de fond. La transition du récit autobiographique initial vers un journal de prison introduit un déséquilibre dans la structure du livre – Navalny reconnaît lui-même que son texte s'est mué en chronique carcérale. Il en résulte une seconde moitié d'ouvrage marquée par la monotonie propre au quotidien carcéral. Par ailleurs, centré sur l'expérience individuelle de son auteur, le témoignage peine à inscrire les événements dans une perspective historique ou théorique plus large, ce qui en limite la portée analytique.

Sur le plan politique, si Navalny affiche dans ses mémoires un patriotisme sincère et émaille son récit de propositions

réformatrices explicites, il n'aborde qu'indirectement certaines ambiguïtés idéologiques de son parcours. Par exemple, sa rupture avec d'anciens accommodements nationalistes – lui qui avait naguère approuvé l'annexion de la Crimée – reste peu interrogée. Enfin, Navalny s'appuie sur une vision parfois binaire opposant une « Russie intègre » à une élite corrompue. Une posture mobilisatrice certes, mais qui simplifie la complexité du réel.

La portée politique et symbolique de *Patriote* est néanmoins incontestable. Ce texte résonne comme le testament d'un homme qui a donné sa vie pour ses principes. À l'heure où Moscou redouble de répression, son récit revêt la valeur d'un manifeste d'espoir têtue. En refermant ces Mémoires, le lecteur mesure la tragédie d'un destin individuel broyé par la raison d'État mais aussi l'espoir de lendemains qui chantent. Chaque page témoigne que l'idée de liberté en Russie, bien qu'étouffée, n'est pas éteinte : elle demeure en sommeil, prête à renaître quand l'histoire le permettra.

Lukas Aubin

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



TARIFS 2025

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE VOTRE COMMANDE		 €
FRAIS DE PORT		3,00 € pour une commande < à 35 € (achat au n° seulement) 0,01 € pour une commande > à 35 € €
TOTAL DE MA COMMANDE (commande + frais de port)		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

